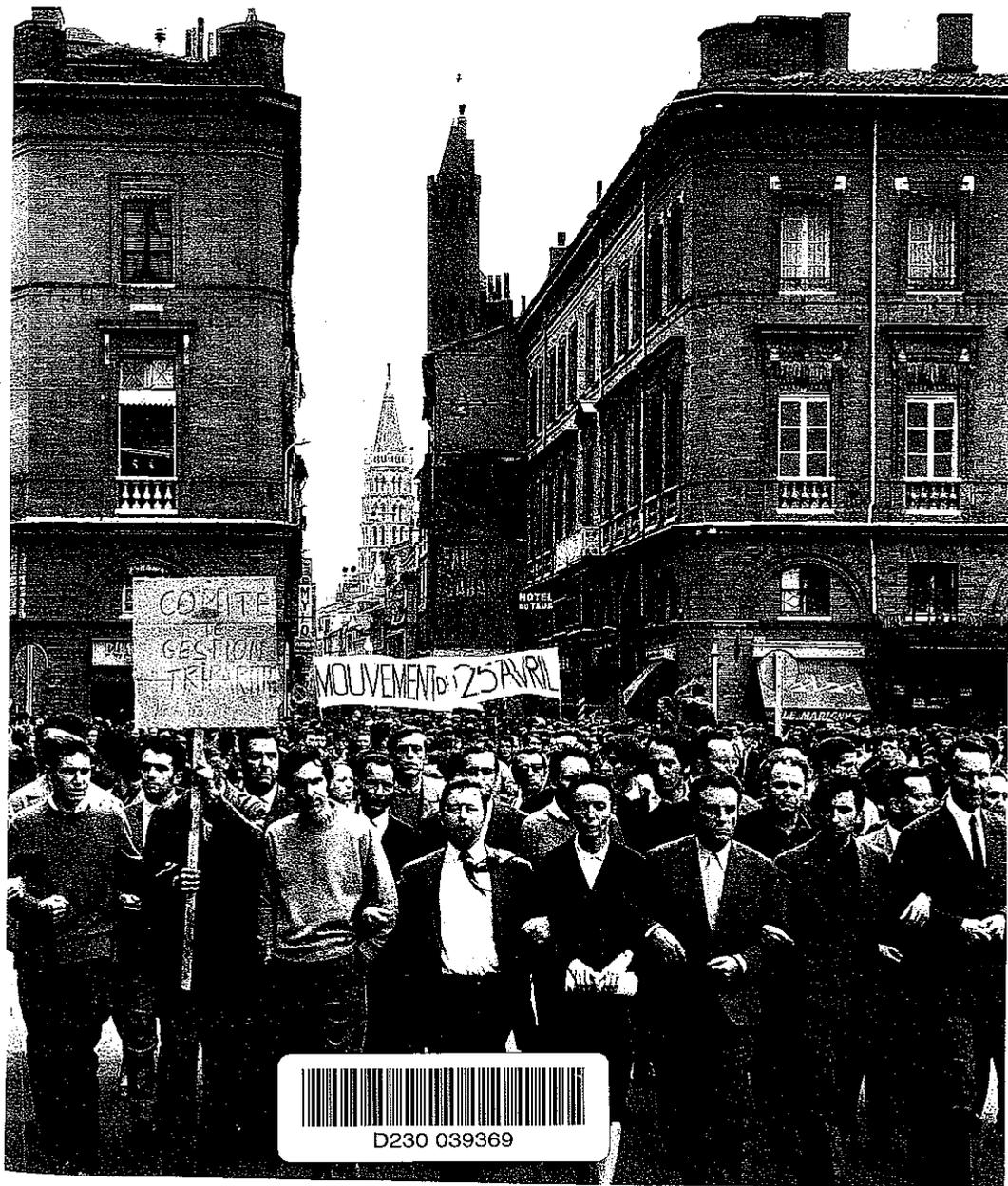


Université de Toulouse II, Le Mirail  
U.F.R. Histoire, arts et archéologie

## MAI 68 SUR TOULOUSE

Mémoire de maîtrise de :  
Mlle BALDUCCI Roberta



Date de soutenance : le 11 octobre 2002, avec le professeur RIVES Jean.

Image : Manifestation du 27 mai 1968, photo, Jean Dieuzaide.

DIEUZAIDE Jean « Mai 68 à Toulouse - Toulouse 5 mai- 8 juin 1998 » photographies de Jean Dieuzaide, Toulouse, Galerie Municipale du château d'eau, 1988.



## REMERCIEMENTS



J'aimerais remercier les personnes suivantes, parce que sans leur aide ce mémoire n'aurait pas été possible

- M Rives mon tuteur, pour ses conseils et sa compréhension
- Christine Fauré, pour son aide et conseils.
- M Perillat pour son entretien m'avoir laisse utiliser les archives de la CGT.
- M Alcouffe pour son entretien et matériel prêté
- M Alvarez pour son entretien et pour m'avoir laisse photocopier sa collection de tracts de mai 68.
- Mme Dieuzaide pour m'avoir donné les photocopies des photos de son mari

07 FEV. 2003

S 99 553



## SOMMAIRE

- P. 3 : INTRODUCTION
  
- P. 18 : CHAPITRE 1
  - P. 18 : Partie 1 : Toulouse avant mai 68....
  - P. 21 : Partie 2 : La situation de l'enseignement supérieure à Toulouse avant mai 68...
  - P. 26 : Partie 3 : Les mouvements politiques des étudiants à Toulouse avant mai 68...
  - P. 29 : Partie 4 : La situation syndicale à Toulouse avant mai 68
  
- P. 32 : CHAPITRE 2
  - P. 32 : Partie 1 : Comment tout commença à Toulouse...(du 25 avril au 13 mai)
  - P. 40 : Partie 2 : La poursuite du mouvement....(du 13 au 31 mai)
  - P. 48 : Partie 3 : La fin de tout..... ?
  
- P. 57 : CHAPITRE 3
  - P. 57 : Partie 1 : La Faculté occupée et le Mouvement du 25 avril...
  - P. 62 : Partie 2 : Les étudiants et les ouvriers pendant la grève de mai 68 à Toulouse...
  
- P. 66 : CONCLUSION
  
- P. 70 : Chronologie de Toulouse
  
- P. 105 : BIBLIOGRAPHIE
  - P. 106 : Sources Imprimées
  - P. 106 : Sources Iconographiques
  - P. 107 : Sources Orales
  
- P. 108 : ANNEXES
- P. 120 : TABLES DES DOCUMENTS ET ILLUSTRATIONS

## Mai 68 sur Toulouse

### INTRODUCTION

Plus de trente ans sont passés depuis Mai 68, et on pourrait dire que tout a été dit ou écrit sur cet évènement historique, c'est vrai, mais on ne pourrait jamais écrire assez sur ce sujet, puisqu'il y aura toujours une facette inexplorée, un détail oublié qui attend d'être découvert, et Mai 68 sur Toulouse est exactement cela. Quand on parle de Mai 68 on se souvient surtout des barricades du Quartier Latin à Paris, de Daniel Cohn Bendit, du Mouvement du 22 Mars et de l'université de Nanterre, on ne pensera jamais à la nuit de barricades toulousaine, ou au Mouvement du 25 avril, et pourquoi ? Simplement parce que l'histoire de Mai 68 est très centralisée, c'est à Paris où commença le mouvement, d'où il s'est répandu au reste du pays et où il est terminé avec la ré-élection de De Gaulle.

Pourtant Mai 68 n'as pas été seulement un phénomène français, au contraire, la France a été l'un des pays qui se sont révoltés avec un peu de retard sur les autres, mais est-ce que le mouvement français a été vraiment influencé par les mouvements des autres pays, ou est-ce que c'est un phénomène local ? Pour pouvoir répondre à cette question, il faudrait regarder les événements qui se sont déroulés dans les autres pays.

Les turbulences de l'année 68 sont l'expression des attentes et rébellions partagées d'une génération née dans l'immédiat après guerre, la génération du baby boom. Dans beaucoup de pays les années de l'après guerre apportent un miracle économique, les gens s'enrichissent et le niveau de vie monte. L'écart entre les générations s'agrandit, les parents n'arrivent plus à comprendre leurs enfants, produits d'une enfance gâtée.

Les jeunes commencent à contester les mœurs des parents, ils sont influencés par des mouvements venant d'autres pays, la révolution à Cuba, la guerre de Vietnam et l'impérialisme Américain dans le monde, la révolution culturelle en Chine, la Guerre Froide et l'exploitation du Tiers Monde. Les nouveaux idoles des jeunes sont les communistes, Mao Tse Tung, Che Guevara, Fidel Castro, Trotsky etc.. Dans beaucoup de pays on retrouve les mêmes revendications surtout à propos de la gestion de l'université ou du contenu des études.

de similarités : les revendications des étudiants, les interventions policières, les arrestations, les combats et finalement l'effondrement des autorités universitaires. Cependant chaque pays affiche ses propres singularités.

Au Japon, les premières manifestations datent du début des années soixante et sont marquées par leur antiaméricanisme, c'est ici où la lutte contre la guerre au Vietnam prend la forme la plus violente. C'est le Zengakuren (syndicat national des étudiants, un mouvement gauchiste) qui en vue du renouvellement du pacte de sécurité américano-nippon signé en 1960 prend pour cible les signes de la présence américaine au Japon, et dans cette optique ils développent des stratégies de combat élaborées.

Le 9 mars 68 il y a des protestations et affrontements à Tokyo contre la construction, dans le centre ville, d'un hôpital militaire américain. Le 2 avril les étudiants protestent contre l'aéroport de Narita qui doit ravitailler les troupes américaines au Vietnam, le 29 avril on manifeste contre une base américaine à l'île d'Okinawa occupée par les américaines. Le 15 mai, c'est contre l'escale d'un sous-marin atomique américain, à l'origine d'une augmentation de la radioactivité dans le port de Sasebo, au sud du Japon.

En juillet on s'engage dans une grève, qui durera 4 mois, à Tokyo contre le financement de la recherche médicale par l'armée américaine dans une université. Dans une autre université on occupe les locaux pour protester contre la décision de construire une bibliothèque dans les locaux d'un syndicat, contre la censure qui frappe réunions et journaux, et contre les effectifs trop nombreux. Cette occupation dure plusieurs mois et donne lieu à des incidents contre ces étudiants provoqués par ceux de droite.

Le début de l'année 1969 est marqué par des dramatiques affrontements entre la police et les étudiants surtout à Tokyo, c'est seulement à la fin de l'année qu'on voit les autorités soit démissionner, ou concéder des droits importants aux étudiants.

Aux Etats Unis, les années soixante sont caractérisées par une contestation de l'ordre établi, au nom de valeurs démocratiques, égalitaires ou libertaires. La révolte et l'agitation des campus universitaires qui atteignent leur point culminant en 1968-1970, sont le fer de lance du mouvement. Le SDS (*Students for a Democratic Society*) constitue l'organisation nationale la plus représentative de la nouvelle gauche qui exprime l'idéologie et les thèmes de revendication du mouvement étudiant américain.

Le mouvement commence le 4 février 1965 à Greensboro (Caroline du Nord) où 4 étudiants noirs, victimes de la ségrégation, improvisent un *sit-in* dans un supermarché. Ce *sit-in*, répété dans les jours qui viennent est suivi par des manifestations du même genre dans les états du sud. Les noirs et leur mouvement civique (de 1960-64) se mobilisent en faveur de

diverses revendications telles les arrêts des essais nucléaires, la liberté d'expression à l'université, le respect de libérations civiques dans la nation. Cet esprit est particulièrement développé à l'université de Californie, et culmine à l'automne 1964 dans le mouvement pour la liberté de la parole à Berkeley. Le *Free Speech Movement* compte des milliers d'étudiants qui arrivent à tirer un assouplissement des règlements concernant le droit de propagande politique sur le campus.

Le 17 mars 1965, le SDS organise une des premières manifestations contre la guerre du Vietnam à Washington, qui mobilise près de 25000 personnes. Le SDS devient alors le symbole de l'esprit de résistance contre la guerre sur le campus. A partir de 1965, les activistes durcissent de ton sous l'effet du durcissement de la guerre, du sentiment de trahison par les libéraux au pouvoir, le succès des thèses séparatistes dans la communauté noire et le *Black Power*, et la répression trop souvent violente.

Pendant l'année 1967, les responsables du SDS se tournent vers le marxisme dans lequel ils voient une nouvelle philosophie révolutionnaire. Le 4 avril 1968 le pasteur Martin Luther King est assassiné, et des émeutes explosent sur tout le pays contre la discrimination raciale ; il y aura 40 morts et plus de 3500 blessés. Le 24 avril, l'université Columbia à New York et celle de Boston, accusés de racisme, sont occupées par des étudiants blancs et noirs ; il y a la séquestration du Doyen et le saccages du bureau. Le 29 avril une manifestation contre la guerre rassemble plus de 100 000 personnes à New York. La veuve du pasteur Luther King donne la lecture des « 10 commandements sur le Vietnam ».

Les violences policières commises à l'occasion de la convention démocrate de Chicago en août 1968, auront comme conséquence la radicalisation des esprits et des propos. En 1969 la SDS se divise en factions rivales qui arrivent jusqu'à commettre des attentats contre des bâtiments. Cette dérive vers l'extrémisme crée des scissions permanentes, un reflux de militantisme, une chute des effectifs et un éventuel retour au calme sur le campus. La nouvelle gauche disparaît après la défaite de George Mc Govern, le candidat démocrate soutenu par la faction la plus modérée des activistes.

En Europe, les mouvements étudiants, beaucoup plus proches géographiquement de la France, ont un impact très important, surtout le mouvement allemand, hollandais et italien.

En Hollande le début des années soixante voit le développement des *happenings*, des *sit-in*, et des fêtes dionysiaques, les hollandais étant plus tolérants envers ce type d'événements que d'autres peuples. A partir de 1964, Jaspas Grootveld, un personnage mi-clown, mi-militant organise des *happenings* une fois par semaine à minuit, sur le Spui (la grande rue centrale d'Amsterdam) devant la statue de Lieverdje. Il se bat contre la pollution,

le tabac et pour une ville plus saine. Les meetings de Grootveld deviennent très vite un lieu de la contre culture. Vers mars 1965 un autre groupe de jeunes gens politisés crée un groupe informel formé par Rob Stolk, éditeur d'un petit journal, Roel Van Duyn, un agitateur, un anarchiste bien connu Rudolf De Jong, Hans Tuynman, Martin Lindt et Gert Kroeze, ils formeront les provos de base.

Van Duyn rencontre Grootveld au Magies Centrum et participe avec Stolk à ses activités et aux *happenings* de Spui. C'est ainsi que naît le groupe Provo, une fusion d'alternatives « politiques » et « artisticoécologistes », qui forme la base idéologique de ce mouvement. En mai 1965, quand la princesse Héritière Beatrix se fiance avec un allemand, Claus Vom Amsberg, qui dans sa jeunesse avait été un soldat nazi, c'est le scandale. Surtout pour Amsterdam qui avait beaucoup souffert sous l'occupation allemande. C'est aussi la cause unificatrice du mouvement Provo. Le 3 juillet 1965, le jour de la première visite de Claus sur un bateau à Amsterdam, le provo Jan Huib Blans l'attend sur un pont et lance symboliquement un numéro de Provokatie sur Claus. C'est la première fois que la réalité du groupe se manifeste.

En suite la revue Provokatie publiera le manifeste Provo avec les thèses de base et les plans blancs qui sortent d'un délire poétique et écologique, par exemple il y a des plans « vélos blancs » des vélos municipaux utilisables sur abonnement, ou des cheminées blanches anti-pollution etc. Le groupe est rejoint par un tenancier de Kiosque, Olaf Stoop, qui glisse des numéros de provokatie dans ceux du Telegraaf, un journal national. La police pourchasse les diffuseurs et afficheurs, et les leaders sont arrêtés. On commence à voir des premiers vélos blancs, mais la police arrête tout ce qui roule en blanc même des non-provos.

Le ton se durcit après un premier blessé, un policier. La répression devient brutale contre un mouvement qui ne l'est pas. Le mouvement devient très populaire, les provos continuent leur action qui est plus symbolique qu'autre chose. Ils s'attaquent aux monuments colonialistes, à la famille royale Orange, ils touchent à un problème crucial de la ville, il n'y a plus de logements libres, mais des milliers de maisons abandonnées, laissées à des promoteurs avides de profits rapides.

Le 10 mars 1966, a lieu le mariage de la princesse Beatrix et Claus, les provos modérés préparent l'anti-cérémonie. Ils font aussi circuler des « rumeurs blanches » en envoyant par haut parleur des bruits de mitraille, ils jettent des bombes fumigènes partout, et même un poulet blanc dans la voiture des mariés, aux cris de « Claus Raus ! » et « Ein zwei, ein zwei ! ». Ils escortent le couple royal, la police charge et les victimes principales sont les rares supporteurs du couple.

Les photos de la répression sont affichées un peu partout, une nouvelle bagarre est filmée et tout le pays est témoin de la violence. La lutte se politise, et les partis de gauche désormais soutiennent le mouvement. Lors de municipales de juin 1966, on se rend compte de la popularité des provos, leur liste gagne 13.000 voix à Amsterdam, soit 2 5% des voix et un siège au conseil municipal.

Le monde ouvrier décide à ce moment là de bouger, il y a une bagarre qui provoque la seule mort du mouvement. Les ouvriers se mettent en grève générale pour protester, et le mouvement social rejoint le mouvement culturel. Il y a d'autres affrontements avec la police, qui durent 4 jours, le Telegraaf est mis à sac, le chef de police démissionne, tout le pays est sous choc.

Les provos commencent à être connus à l'international, mais ils ne sont pas prêts à ce succès, ils hésitent, ne veulent pas aller plus loin. Les mouvements politiques prennent le relais, les jeunesses socialistes défilent contre la guerre au Vietnam et le nucléaire, à la place des provos. L'extrême droite organise des attaques contre les provos, encouragés par un gouvernement complètement débordé. La naissance d'un héritier au trône relance l'agitation et le maire d'Amsterdam démissionne.

Le mouvement provo se divise en deux, les modérés arrêtent tout, même la revue ; les durs ne font rien, n'ayant aucun vrai projet. Les deux courants n'arrivent pas à s'entendre, et c'est ainsi que le 13 mai 1967, au Vondel Park, on organise un grand *happening* où le mouvement provo s'auto dissout. L'été de 1967 est calme.

En Allemagne le mouvement est très politique dès le commencement, il a débuté autour du contexte politique créé par la « grande coalition » entre le SPD (le parti social-démocrate) et les chrétiens démocrates, qui dénonce la question controversée du fait de l'existence d'une opposition parlementaire pour une législation d'exception destinée à donner à la RFA les moyens de garantir l'ordre public sans intervention des Alliés Occidentaux. A l'entrée de l'Allemagne dans l'OTAN, comme dans l'union européenne occidentale, les alliés occidentaux s'étaient réservés des droits importants, c'est à dire, qu'en cas de guerre ils pouvaient intervenir, jusqu'à ce que le législateur allemand faisait voter une nouvelle loi sur l'état d'urgence, qui donnerait aux administrations allemandes les moyens de garantir la sécurité et l'ordre public.

De 1958 à 1965, le gouvernement fédéral propose différents projets qui échouent devant l'opposition conjuguée des syndicats, du SPD et des Etats membres de la fédération, les Länder. Tant que le parti ou la coalition au pouvoir ne détient pas la majorité au Bundestag personne ne s'inquiète. C'est à la création de la « grande coalition » entre le SPD et les



chrétiens démocrates que pendant l'été de 1966, se constitue à Frankfort, sur initiative d'un groupe d'intellectuels et de différents syndicats du DGB, un comité sur l'état d'urgence de la démocratie avec à la tête Helmut Schauer, le président du SDS. Le nouveau comité fédère les groupes déjà créés par le SDS et poursuit une politique d'alliance avec les groupes décidés à lutter contre les dangers d'une loi d'urgence.

L'APO, l'opposition extra-parlementaire, est créée par tous ces petits groupements divers qui ont comme cause fédératrice l'opposition aux lois d'urgence. Il émerge dans le contexte spécifique de l'après guerre Allemand, et il constitue le terreau politique du mouvement étudiant entre autres choses. C'est pourquoi le SDS, qui à l'origine était l'organisation de jeunesse liée au SPD, organise, au milieu des années soixante la revendication en milieu étudiant, contre les conditions de l'enseignement, contre l'autoritarisme et pour une plus grande participation des étudiants à la réforme universitaire.

En février 1966, la SDS organise à Berlin-ouest une manifestation contre la guerre du Vietnam. Le 30 octobre 1966, le *Kuratorium Notstand der Demokratie* se réunit à Frankfort pour un congrès contre les lois d'urgence, et lors de la manifestation qui clôture le congrès de Frankfort, plus de 20000 personnes, dont beaucoup d'étudiants, sortent manifester.

En 1967, le mouvement se radicalise au moment d'une manifestation organisée par la SDS contre la venue du Shah d'Iran en RFA. Un étudiant, Benno Ohnesorg est abattu par la police au cours d'une échauffourée. Le lendemain, le groupe de presse Springer se félicite de la réponse vigoureuse de la policière et rend les étudiants responsables de la mort d'Ohnesorg.

Après le 2 juin, la presse Springer, qui contrôle près de 40% de l'ensemble de quotidiens de diffusion nationale ou supra régionale, et 90% de la presse du dimanche, parle des étudiants en les traitant de casseurs, des enragés etc., Rudi Dutschke le leader du SDS devient pour eux « l'ennemi n°1 ». Le SDS réagit à ces attaques par une campagne « Anti-Springer », son mot d'ordre « Expropriez Springer ».

Le 11 avril 1968 Rudi Dutschke est victime d'un attentat. J. Bachmann, son assassin lui tire dessus par « haine du communisme ». La presse Springer est immédiatement chargée de la responsabilité, pour avoir créé l'atmosphère de haine contre le SDS qui a rendu ce geste possible. Le soir même 5000 manifestants se rassemblent devant l'immeuble Springer à Berlin-ouest, où des camionnettes et l'entrée de l'immeuble sont brûlées, et frappés par des jets de pierres. La police attaque et les jeunes se défendent avec des cocktails Molotov. Les émeutes continuent dans les jours suivants. Au même moment de violentes manifestations explosent dans plusieurs villes et prennent les bâtiments Springer comme cible. Il y aura de nombreux heurts avec la police.

Les lois d'urgence sont finalement votées en fin de mai 68, et le reflux de l'« APO » est général. Le *Kuratorium Notstand der Demokratie* se dissout, ainsi que sa campagne pour la démocratie et le désarmement. Le SDS s'occupe des universités où il crée des « groupes de base » qui s'occupent d'actions locales ponctuelles. Le 11 mai 68, avec l'approche de l'adoption des lois d'exception, a lieu une importante manifestation à Bonn, qui marque la fin du mouvement allemand.

En Italie, les fondements du mouvement de mai sont, comme dans les autres pays, causés par des problèmes liés à l'arrivée massive de la génération du Baby Boom à l'université, qui provoque des blocages plus forts que dans les autres pays. L'université italienne vient tout juste d'ouvrir ses portes à une classe moyenne, mais présente la caractéristique d'offrir plus des diplômés que ne l'exige l'expansion de la demande du travail intellectuel. Cela laisse aux nouveaux étudiants un sentiment d'injustice profonde et de contestation de l'université.

De plus, une autre conséquence de l'expansion économique sont les grandes migrations intérieures, où les jeunes du sud venant d'une population rurale surpeuplée, vont vers le nord industrialisé. Il en résulte une radicalisation et contestation qui va faciliter le rapprochement entre le mouvement étudiant et ouvrier de ces nouveaux prolétaires.

C'est à Trente dans une province du nord en 1966, que le mouvement étudiant voit ses premiers jours, plus précisément à l'institut supérieur des Sciences Sociales, fondé en 1962, au mois de février se voit dérouler des grèves de cours, l'occupation des locaux universitaires pendant plusieurs semaines, une élaboration des premières manifestations contre « l'université de classe », et une organisation de « contre cours ». Mais le mouvement reste petit, ne touchant qu'une minorité de personnes.

En février 1967, les étudiants de Pise occupent le palais de la Sapienza et diffusent un document connu comme les « thèses de la sapienza » qui deviendra un point de référence pour le mouvement. En novembre se déroule l'occupation de l'université catholique de Milan qui marque le début d'une longue période d'agitation dans cet établissement. A Turin les étudiants occupent le palais Campana, le siège des Facultés littéraires, et mettent sur place une activité alternative à base de contre cours et des groupes autogérés.

A la fin de décembre le gouvernement Moro présente un plan de réforme universitaire, la réforme Gui (du nom du ministre de l'instruction publique), qui témoigne d'un souci réel de modernisation, mais ne touche pas au échelons de pouvoir des *Baroni*, ceux qui contrôlent l'université. A ce moment la vague d'occupation des locaux touche toute la péninsule, et gagne les universités de Naples, Pavie, Cagliari, Salerne et Gênes.

A partir du printemps 1968, la contestation universitaire et les manifestations de rue contre les Etats Unis se développent parallèlement. A Florence il y a des heurts violents entre la police et les étudiants devant le siège de l'université à place San Marco ; le recteur démissionne. A Padoue, Venise et Pise, il y a des affrontements avec la police qui sont très violents. Au début février à Milan les établissements secondaires se joignent au mouvement, les lycéens occupent les bâtiments, et ils sont parfois évacués par la police. Le président du lycée Parini est suspendu parce qu'ils s'opposent à l'intervention policière.

Le 1<sup>er</sup> mars Rome est le théâtre de la collision la plus violente. A la suite de l'évacuation par la police de l'université, et d'un incident en via Nazionale où un étudiant est renversé par la jeep d'un policier et grièvement blessé, il y a des affrontements entre des milliers d'étudiants et policiers pendant plusieurs heures dans le parc de villa Borghese. Cet événement « la bataille de villa Giulia » fait des centaines de blessés dans les deux camps, et fournit aux étudiants un événement fondateur, un pôle de référence.

Les événements importants qui suivent se passent sur Rome en avril 68 et janvier 69, où à cause des manifestations qui bloquent la ville, Nixon qui est en visite, doit gagner le Quirinale en hélicoptère. C'est le tour de Turin en mars 68, et Pise où la gare est prise d'assaut par les manifestants en avril. A Milan les lycéens et étudiants contestent la soirée inaugurale de la Scala le 7 décembre 68.

En Italie, contrairement à la France, il y a eu un rapprochement entre les étudiants et les ouvriers, grâce à une attitude d'ouverture démontrée par les syndicats italiens envers les étudiants. En mars à la Pirelli Biccoca de Pise, est constitué, à l'initiative d'éléments gauchistes connectés à la contestation universitaire, le premier comité unitaire de base, qui donnera naissance à l'*Avanguardia operaia*. A Turin, en avril, des grèves voient développer une collaboration étroite entre des petits groupes d'ouvriers de la métallurgie et les avant gardes étudiants qui travaillent sur la structuration de mouvements tels que le *Potere Operaio*. A Turin et à Milan en décembre, pour dénoncer la violence policière dans la province de Syracuse et la mort de deux ouvriers agricoles à Avola, des milliers d'étudiants entrent en cortège dans les usines et fraternisent avec les ouvriers.

Après le « Mai rampant » de 67-68 il y a un « automne chaud » à la fin de 69, qui se caractérise par le déplacement du centre de gravité des luttes de l'université vers l'usine. Les nouvelles formes de revendication qui se développent, suite à la jonction entre le mouvement étudiant et ouvrier, dans les usines et dans le milieu citadin, (occupation de logements inhabités, auto réduction appliquée aux loyers et aux tarifs publics) ont pour effet d'incliner les syndicats et le parti communiste dans la direction de l'ouverture et la tolérance. Mais le

mouvement italien ne débouche pas en révolution à cause des qualités esquivées de la classe politique, le manque de courage du gouvernement et la grande adaptabilité du peuple italien.

La France des années soixante était un pays qui s'intéressait aux événements internationaux, grâce surtout à la presse, la radio et la télévision, qui envoyait des images de la guerre de Vietnam ou des manifestations des étudiants dans les autres pays. Ce qui ne veut pas dire que le français moyen pensait faire quelque chose pour essayer de changer le monde. Dans les universités les étudiants s'intéressaient à ce qui arrivait à l'étranger, ils connaissaient les Provos, la SDS en Allemagne, ils voyageaient plus et avaient des contacts avec des étudiants d'universités étrangères, cependant ces étudiants ne formaient pas la majorité dans les Facultés, mais une infime minorité.

Au début de l'année universitaire 1967-68, la grande masse des étudiants est largement dépolitisée, ils n'ont ni la mémoire, ni la culture politique des gens plus âgés. Par exemple, les temps glorieux de l'UNEF (Union nationale des étudiants) pendant la Guerre de l'Algérie sont finis, désormais elle se retrouve avec des effectifs qui diminuent à vue d'œil, et dans une situation financière et politique désastreuse. L'Union des étudiants communistes (UEC) a perdu ses militants les plus actifs par une série de scissions dont la création de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) d'inspiration Trotskiste en 1966, et la formation la même année de l'Union de la jeunesse communiste marxiste léniniste (UJCML). La JCR entre autres choses a des liens avec les étudiants de la SDS en Allemagne.

Dans les universités, la propagande et querelles des groupes révolutionnaires ne touchent qu'une infime minorité d'étudiants, on estime qu'en mai 68, il y avait entre 5000 et 16000 militants sur la France<sup>1</sup>, même avec leurs liens à l'étranger, la majorité des étudiants ne s'intéressait pas vraiment aux thèses révolutionnaires. Par exemple le 28 février, la JCR organise des manifestations anti-impérialistes contre la guerre au Vietnam, et le drapeau de la FLN<sup>2</sup> flotte sur la Sorbonne, ils manifestent dans le quartier Latin et se battent contre des étudiants de la droite, mais cette manifestation n'attire guère l'intérêt de grand nombre d'étudiants.

Il semblait que la masse d'étudiants français n'était pas si touchée par les événements globaux, et les luttes de leurs camarades à l'étranger, pourtant la France a connu aussi son Mai 68 où les étudiants ont manifesté, et les ouvriers débrayé. La France a eu ses particularités nationales, par exemple le mouvement a été tel qu'il a même pu toucher l'ordre établi, pour un moment on a cru que De Gaulle et son gouvernement allaient tomber. C'est

---

<sup>1</sup>P 49/476, LE GOFF Jean Pierre, "Mai 68, l'héritage impossible" Editions la Découverte & et Syros, Paris 1998

<sup>2</sup>Le Front national de la liberté, l'organisation de lutte dirigée par les communistes vietnamiens

pour cette raison que même si Mai 68 en France s'inscrit dans une mouvance mondiale particulière à cette époque, elle a été un mouvement propre à la France, qui n'aurait pas pu se dérouler de cette manière ailleurs.

L'action de Mai 68 s'est en majorité déroulée sur la capitale, mais elle a eu des effets sur tout le pays, dont la ville de Toulouse, mais est-ce que la ville de Toulouse a été si touchée par les faits parisiens ? Est-ce que son mai 68 n'a été qu'un simple reflet de Paris, ou est-ce que c'était un mouvement en soi même ? Comme la France n'est pas une simple copie des autres pays, il serait sensé de concevoir la même chose pour Toulouse, mais pour pouvoir mieux répondre à cette question il faut revoir les événements parisiens.

Mai 68 en France commence dans les universités, précisément à la Faculté de Nanterre qui avait été créée en 1964 pour aider à décongestionner la Faculté de Sorbonne dont les effectifs étaient trop nombreux. Construite sur une sorte de terrain vague, dans la banlieue Parisienne, entourée par une bidonville, Nanterre devient bientôt une sorte de ghetto pour les étudiants qui la fréquentent ou qui vivent là-bas. A la base, cette nouvelle faculté devait être à « échelle humaine », son Doyen Pierre Grappin qui la dirige est un libéral, un réformateur, et les enseignants désirent créer des relations personnelles avec les étudiants, pour ne pas avoir la situation d'anonymat des Facultés surchargées. C'est ainsi que dès la fin de l'année universitaire 1964-1965 sont créées des commissions mixtes étudiantes et professorales pour discuter de l'organisation de l'enseignement, mais en l'espace de trois ans elles deviennent obsolètes à cause de l'arrivée massive d'étudiants, les effectifs dépassent 11.000 à la rentrée de 1967-68.

Les premiers incidents à Nanterre ont lieu en mars 1967, quand un groupe de garçons occupe le bâtiment des filles pour protester contre le règlement intérieur qui interdit l'entrée dans ce bâtiment aux garçons. En janvier 1968, on inaugure la nouvelle piscine du complexe universitaire avec la visite du ministre de la Jeunesse et des Sports, François Missoffe. Un incident a lieu quand un jeune rouquin Daniel Cohn Bendit, lui parle en disant « J'ai lu votre livre blanc sur la jeunesse, on n'y parle pas de sexualité », la réponse « Si vous avez des problèmes de ce genre vous n'avez qu'à plonger dans la piscine pour vous défouler »<sup>3</sup>. Le ministre est immédiatement traité de fasciste par les étudiants. Cette épisode fera de Daniel l'un des leaders du mouvement étudiant.

Dans les jours qui suivent la contestation se développe surtout dans les départements de des sciences humaines, en psychologie et sociologie. On se nomme de « l'université

---

<sup>3</sup>P. 51/476, LE GOFF Jean Pierre, "Mai 68, l'héritage impossible" Editions la Découverte & et Syros, Paris 1998

critique » et attaque surtout le contenu de l'enseignement universitaire et pour l'introduction de la politique à l'université. Les enragés publient des tracts contre les autorités, ils interrompent les cours, et occupent les salles. Ils refusent les offres de dialogue avec le Doyen. Le 22 mars à la suite d'une interpellation des militants qui avaient participé à une manifestation anti-impérialiste contre les locaux de l'American express, une centaine d'étudiants occupent la tour de la Faculté de Nanterre et c'est à ce moment que est créé le « Mouvement du 22 mars » (M22M) qui veut transgresser pour dépasser la limite dans laquelle la contestation traditionnelle syndicale et des partis politiques s'était jusqu'à là maintenu.

Les incidents à Nanterre se multiplient, il y a des bagarres entre des groupes gauchistes et droitistes, pendant ce temps les assemblées générales du M22M regroupent un millier d'étudiants. Le 25 avril des étudiants maoïstes de l'UJCML et des enragés chassent Pierre Juquin, député communiste, de l'université où il devait tenir une conférence. Après ces incidents huit étudiants nanterrois dont Daniel Cohn Bendit doivent passer devant le conseil de l'université. Le 2 mai le M22M organise une « journée anti-impérialiste » à Nanterre mais des bruits circulent sur la possibilité d'une attaque des groupes d'extrême droite. La Faculté est ainsi mise en autodéfense.

Le Doyen constate que l'enseignement ne peut plus se dérouler normalement et en accord avec le ministère de l'Education nationale et du recteur de l'Académie de Paris ils décident de suspendre les cours et travaux pratiques à la Faculté de Nanterre à partir du 3 mai. Le 2 mai le premier ministre Pompidou part pour un voyage officiel en Iran et en Afghanistan. Le 3 mai plusieurs centaines d'étudiants d'extrême gauche tiennent un meeting dans la cour de la Sorbonne. Sur réquisition du recteur Roche, de l'université de Paris, qui craint des attaques de la droite, la police intervient et embarque les trois cent militants, parmi lesquels sont présents Daniel Cohn Bendit, Alain Krivine de la JCR et Jaques Sauvageot de l'UNEF. Ils sont relâchés dans la nuit.

Pendant ce temps il y a des affrontements entre la police et les étudiants qui se sont regroupés spontanément pour protester contre l'arrestation de leurs camarades. Il y aura 574 étudiants interpellés, 300 venant de la cour de la Sorbonne. Tous seront libérés à part 27 jeunes qui seront détenus pour actes de violence, et condamnés à des peines de prison sur témoignage des policiers.

Cette histoire a un effet immédiat sur les étudiants, le lundi 6 mai. Les étudiants nanterrois comparaissent devant la commission disciplinaire, mais celle-ci a du mal à siéger devant le nombre et la détermination des manifestants, puisque la majorité des juges pars la

commission ne peut rien conclure. La police est interpellée pour maintenir l'ordre et encercler la Sorbonne, il y aura des émeutes entre policiers et étudiants qui termineront seulement dans la nuit. La Sorbonne est fermée par le recteur Roche.

Le 9 mai Le recteur Roche annonce que la Sorbonne sera réouverte, mais par peur que les étudiants occupent le bâtiment Alain Peyrefitte le ministre de l'éducation nationale change d'avis. Le pouvoir tente de négocier, mais une grande confusion semble régner. Le 10 mai les étudiants et lycéens se réunissent en place Denfert Rochereau, ils se déplacent sur le Quartier Latin où ils commencent à construire des barricades, avec l'aide des habitants du quartier. A 22 heures le gouvernement essaie de négocier avec les étudiants en utilisant le recteur Roche comme intérimaire, mais rien n'est conclu. A 2 heures la police attaque les barricades et les affrontements sont très violents, l'émeute terminera à 5h30 le matin.

Le jour suivant tout le pays est choqué, à son retour de l'Afghanistan, le premier ministre Pompidou essaye de rattraper la situation, le 13 mai il annonce la réouverture de la Sorbonne et l'amnistie pour tous les étudiants arrêtés par la police. Le 13 mai les centrales syndicales appellent à une grève de 24 heures en solidarité pour les étudiants, la foule manifeste dans le calme, ils seront autour d'un million sur Paris (selon les organisateurs). Des pareilles manifestations se passent au même temps dans toutes les grandes villes françaises.

Partout dans la France les étudiants commencent à occuper leurs facultés, à Paris le Centre Censier est occupé dès le 12 mai, La tour de la Sorbonne le 13 mai, le 14 mai c'est le tour de l'école des Beaux Arts, et le 15 mai du théâtre de l'Odéon et de nombreux lycées. C'est un moment qui est vécu avec beaucoup d'euphorie par les étudiants, où tout semble possible. On discute comme on n'avait jamais discuté auparavant dans des réunions, assemblées générales etc...

Parallèlement en province se développe un mouvement de grèves avec occupation d'usines qui débute à l'usine de Sud Aviation près de Nantes le 14 mai, les usines Renault de Cléon et Flins, suivi par celles de Billancourt et finalement toutes celles dans le reste du pays, du 15 au 17 mai. Le 17 mai c'est le tour de l'ORTF (l'Office de la radio-télévision française) où les journalistes, producteurs et techniciens se mettent en grève menée par l'intersyndicale de l'ORTF, ils occupent les locaux le 19 mai. Petit à petit dans tous les secteurs la France est immobilisée par la grève.

Le 21 mai on sort un arrêté d'expulsion visant Daniel Cohn Bendit, celui-ci sera le jour suivant touché par une interdiction de séjour en France. Le soir même les étudiants sortent dans la rue manifester le soir, mais la manifestation se termine par une nouvelle nuit de barricades, et affrontements violents avec les policiers. Le bilan de la nuit fera 188 blessés, et

la police interpelle 210 manifestants dont 44 étudiants. Pendant la soirée l'UNEF, le M22M et le SNE SUP déclinent toute responsabilité.

La soirée du 23 mai la violence reprend et arrive à son point culminant pendant le rassemblement organisé par l'UNEF et le SNE Sup à la gare de Lyon. Pendant les préparations pour la manifestation du 24 mai, les groupes gauchistes n'arrivent pas à tomber d'accord, le M22M décide avec des groupes révolutionnaires que l'objectif de la manifestation est de prendre l'Hôtel de ville, puisque c'est l'anniversaire de la Commune de Paris. Les policiers sont prévenus de cet objectif et les manifestants s'attaquent à la Bourse comme objectif de rechange. Les violences vont durer dans la nuit, la Bourse incendié et les bagarres s'étendent au delà du Quartier latin. Le général De Gaulle qui est revenu depuis peu de temps en France après son voyage en Roumanie, fait une allocution télévisé le soir même, il parle de la réforme nécessaire aux universités et dans l'économie et annonce un referendum à ce sujet indiquant qu'à une réponse négative il démissionnera.

Du 25 au 27 mai se déroulent les négociations de Grenelle entre le patronat et syndicats, sous la tutelle du premier ministre Pompidou, finalement ils arrivent à un accord. Il donne satisfaction à de nombreuses revendications, telles que le relèvement du SMIG de 35%, l'augmentation de salaire de 10%, la diminution du ticket modérateur de la Sécurité sociale, la réduction d'une heure de la durée du travail avant la fin du Ve plan, et le paiement à 50% des heures de grève.

Quand Georges Ségué, le secrétaire national de la CGT, va présenter les accords aux grévistes de Renault, ils refusent d'entériner ce protocole, et décident de continuer la grève. Ce sera ainsi dans de nombreux secteurs de l'économie, mais petit à petit ils vont tous reprendre le travail. Dans l'après midi le Conseil des ministres approuve le projet de référendum, et il y a un meeting au stade Charléty. Il y a un vrai cortège avec des drapeaux rouges et noirs qui se dirige au Stade pour le meeting. La salle est pleine avec 30.000 personnes, Pierre Mendès France y est présent mais refuse de prendre la parole.

Le 28 mai il y a une conférence de presse dans la quelle François Mitterrand annonce sa candidature à la présidence de la République en cas de vacance de pouvoir, il propose un gouvernement provisoire de gestion que Pierre Mendès France pourrait diriger. Le 29 mai, le générale De Gaulle disparaît, en effet il part à l'improviste à Baden Baden pour consulter l'armée. Ce sera seulement dans l'après-midi que le Premier ministre Pompidou constate que le chef d'Etat a disparu. A 18h30 le général appelle Pompidou de Colombey pour le rassurer, il sera présent le lendemain à l'heure prévu.

Le 30 mai le Général De Gaulle est de nouveau à l'Élysée, dans l'après midi il annonce dans une interview télévisée qu'il dissout l'Assemblée nationale et convoque des élections législatives. Le soir même de 18 heures à 21 heures un million de personnes manifestent aux Champs-Élysées en soutien du général De Gaulle.

Pendant le mois de juin le gouvernement reprend le pays en main, le 1<sup>er</sup> l'UNEF organise une manifestation à Montparnasse pour protester contre les élections. le 3 juin les installations techniques de l'ORTF sont occupées par l'armée. Le pays retourne à la normalité, l'époque formidable de mai est terminée, les gens sont fatigués par la violence, on espère que c'est fini. Tel n'est pas le cas parce que les nuits du 10 et 11 juin verront les dernières flambées de violence. Le 10 juin à Flins en voyant venir vers eux une dizaine de policiers un petit groupe de jeunes maoïstes s'enfuient en traversant le Seine à la nage. L'un des Gilles Tautin est emporté par le courant et meurt noyé. Les forces policières sont vite vues comme les coupables, et le jeune devient un héros/martyr de mai/juin.

Le même jour à Sochaux, deux ouvriers sont tués lors d'un affrontement avec la police au moment où ils évacuent l'usine Peugeot, ces morts causent un plus grand dégoût de la violence. A Paris la mort de Gilles Tautin déclenche une nouvelle nuit de barricades, la violence est énorme, les manifestants sont dehors pour se battre contre la police. Ils construisent des barricades, incendient des commissariats et des groupes mobiles harcèlent les policiers. Le 11 juin la police interpelle 1200 personnes autour de la gare de Lyon où elles se sont rassemblées à l'appel de l'UNEF pour manifester contre l'expulsion d'étrangers arrêtés au cours des manifestations. La nuit se terminera avec une nouvelle explosion des violences.

La campagne électorale est ouverte le 10 juin, et c'est en ce moment que le gouvernement utilise l'argument de la violence pour faire peur au gens, on craint une guerre civile ou une victoire du communisme. Le fait est qu'entre le premier et deuxième tour des élections législatives, le 23 et 30 juin la gauche recule en faveur de l'UDR, finalement c'est le gaullisme qui gagne, la rêve mai 68 est terminée.

Mai 68 en France a été non seulement un phénomène local, mais un phénomène qui s'est déroulé sur l'ensemble du pays, même si on parle surtout des événements parisiens. Les occupations des facultés et lycées se sont déroulées sur toutes les villes universitaires, la grève générale s'est déroulée sur l'ensemble national, finalement les élections législatives se sont déroulées dans tout le pays, c'est les français qui ont voté De Gaulle et qui ont porté fin au mouvement de mai 68.

Cependant, une chose est certaine pendant le mois de mai et juin 68, la presse, la radio, et les journaux télévisés se sont intéressés surtout aux événements parisiens, et c'est peut être

pour cette raison que les historiens ont fait pareille. Peut être aussi a-t-on a considéré qu'après toute la province a suivi la capitale, et que les incidents de mai 68 n'étaient en fait qu'un simple reflet des incidents parvenus sur Paris. Dans ce mémoire je vais essayer de voir si cette conclusion est véridique et de comprendre si en effet Mai 68 sur Toulouse était un reflet des Paris ou si c'était un mouvement propre à la ville même.